

# De Block veut harmoniser tous les statuts

Lors du prochain gouvernement, Maggie De Block, la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique – elle espère pouvoir remplir à ce poste lors de la prochaine législature –, souhaite mettre fin aux différences de statuts entre les travailleurs, les indépendants et les fonctionnaires.

## Carrières moins linéaires

«La grand-mère de mon mari était toujours fâchée de ne pas travailler pour le 'Gaz', le prédécesseur de Fluxys,

parce que ses employés recevaient une généreuse pension. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes changent plusieurs fois de statut pendant leur carrière. Et ils sont pénalisés, car ceux qui mettent par exemple fin à leur carrière de fonctionnaire doivent sacrifier leur pension élevée», explique-t-elle. «C'est pourquoi nous devons harmoniser tous ces statuts.»

Pour De Block, les droits acquis doivent le rester. «Mais il ne devrait plus y avoir de différence entre ceux qui font aujourd'hui leur entrée sur le

marché de l'emploi, qu'ils soient employés, fonctionnaires ou indépendants», estime-t-elle.

«Nous voulons qu'ils aient les mêmes droits à la pension et aux allocations de chômage ou de maladie», conclut-elle.

**Maggie De Block souhaite mettre fin aux différences de statuts entre les travailleurs, les indépendants et les fonctionnaires.**

## De Block souhaite harmoniser les statuts de tous les travailleurs

### LE RÉSUMÉ

S'il ne tenait qu'à elle, la ministre des Affaires sociales et de la Santé Maggie De Block harmoniserait les statuts entre les employés, indépendants et fonctionnaires.

Elle réduirait aussi à nouveau les charges pendant la prochaine législature.

JASPER D'HOORE

Le nombre de voix qu'a obtenues Maggie De Block en 2014? «131.713, un nombre premier.» Elle le connaît par cœur. La campagne pour les élections du 26 mai est lancée et Maggie De Block ambitionne de faire mieux. Au mot «campagne», elle ne peut cependant pas s'empêcher de soupirer. «Je préfère travailler, mais vous ne pouvez pas vous faire élire si vous ne menez pas campagne. Je n'ai donc pas le choix. J'aime participer à des débats, mais je ne vais pas me promener sur les marchés. Je préfère aussi éviter les affiches et les flyers.»

Pendant la dernière législature, De Block a occupé le poste de ministre des Affaires sociales et de la Santé publique. Après la

démission de la N-VA, elle a aussi reçu le portefeuille de l'Asile et de la Migration. Sur la base de son expérience dans les deux premiers domaines, elle a développé une vision à long terme pour notre sécurité sociale. «La Sécurité sociale a fêté cette année son 75<sup>e</sup> anniversaire. She's an old lady and she needs to be repainted», estime la libérale. «Elle doit vivre avec son temps afin de rester belle et attirante.»

Lors du prochain gouvernement, De Block souhaite mettre fin aux différences de statuts entre les travailleurs, les indépendants et les fonctionnaires. «La grand-mère de mon mari était toujours fâchée de ne pas travailler pour le 'Gaz', le prédécesseur de Fluxys, parce que ses employés recevaient une généreuse pension. Aujourd'hui, de plus en plus de personnes changent plusieurs fois de statut pendant leur carrière. Et ils sont pénalisés, car ceux qui mettent par exemple fin à leur carrière de fonctionnaire doivent sacrifier leur pension élevée. C'est pourquoi nous devons harmoniser tous ces statuts.»

Pour De Block, les droits acquis doivent le rester. «Mais il ne devrait plus y avoir de différence entre ceux qui font aujourd'hui leur entrée sur le marché de l'emploi, qu'ils soient employés, fonctionnaires ou indépendants», estime-t-elle. «Nous voulons qu'ils aient les mêmes droits à la pension et aux allocations de chômage ou de maladie.»

### Financement

Deuxième grand chantier de réformes pour la prochaine législature: le changement du mode de financement de la sécurité sociale. Actuellement, le gouvernement puise surtout dans les cotisations sociales sur les salaires pour financer les soins de santé, les

pensions et les autres allocations. De Block défend un modèle de type «cappuccino», qui comprend une assurance de base à laquelle tout le monde a droit. Dans cette base – disons le café –, on trouve le revenu d'intégration, les dépenses de santé et les allocations familiales. Ces coûts ne seraient à terme plus financés par la Sécurité sociale, mais à partir du budget général du gouvernement – qui est alimenté grâce aux impôts ordinaires.

Comme dans une tasse de cappuccino,

l'assurance de base est formée par l'expresso. Il s'agit d'une assurance professionnelle à laquelle seuls ceux qui ont travaillé auraient droit, et qui comprendrait par exemple les allocations de chômage – qui seront il est vrai limitées dans le temps –, d'incapacité de travail, la pension et un budget formation. «La pénurie de certaines compétences représente un risque social», poursuit De Block. «C'est pourquoi les travailleurs devraient pouvoir disposer d'un budget leur permettant de suivre deux ans de formation pendant leur carrière.» S'y ajoute une couche

d'assurances complémentaires – la mousse de lait – comme la pension complémentaire de l'employeur et les assurances individuelles. Vu que les soins de santé ne seront plus uniquement financés par les employés et les employeurs, mais sur la base des moyens ordinaires, il sera possible de réduire les cotisations. «Pendant la dernière législature, les cotisations payées par les entreprises en plus du salaire brut sont passées de 33 à 25%. En mettant fin au financement des soins de santé par ces prélèvements, les cotisations pourraient à terme passer à 20%», estime De Block.

Le financement des soins de santé devra venir d'ailleurs. De Block ne veut pas de nouveaux impôts et elle estime qu'il est difficile de faire de nouvelles économies parce qu'une grande partie du budget fédéral se trouve selon elle déjà «à l'os». «Si notre pays comptait un taux d'emploi identique à celui des Pays-Bas, nous aurions 600.000 personnes de plus au travail», explique-t-elle. «Dans ce cas, les rentrées du gouvernement seraient beaucoup plus importantes et nous pourrions atteindre l'équilibre budgétaire.»

De Block estime que si nous réformons la Sécurité sociale par étapes, nous pour-

rons éviter qu'elle ne fasse exploser le déficit. «Si nous sortons une petite partie des soins de santé de la Sécurité sociale, nous aurons la possibilité de réduire les cotisations. Les entreprises auraient de l'oxygène, elles recruteraient davantage, le gouvernement percevrait plus de revenus et les cotisations pourraient encore être réduites. C'est un travail pour plusieurs législatures, mais nous devons commencer dès maintenant.»

De Block aimerait rester ministre des Affaires sociales et de la Santé publique pour pouvoir elle-même introduire ces réformes. «Ce n'est pas que je n'aime pas

*l'Asile et la Migration, mais je n'aurais jamais pensé m'en occuper à deux reprises. Je préférerais éviter que ça me revienne une troisième fois. Mon prédécesseur Theo Francken a déjà annoncé 'I'll be back'. En ce qui me concerne, 'I won't be back' à l'Asile et la Migration.»*

Sa réélection à ce poste dépendra bien entendu des électeurs. Car la popularité de Maggie De Block n'est plus ce qu'elle était en 2014... Elle sent elle-même venir l'orage. «Même si j'obtiens de bons résultats, je serai probablement considérée comme une perdante. Si vous recevez la médaille d'argent après avoir obtenu la médaille d'or la fois précédente, vous êtes perdant.»

## ASILE

### «FRANCKEN ME CRITIQUE SANS ARRÊT»

«Manque de classe», aurait déclaré Theo Francken (N-VA) à propos de sa remplaçante à l'Asile et la Migration. «Je n'ai soi-disant pas de classe parce je l'attaque sans arrêt. Mais Francken ne cesse de me critiquer», réagit-elle. De Block ajoute qu'elle ne peut que constater les choses. «J'ai découvert via l'affaire **Kucam** (Meilkan Kucam, membre de la N-VA, aurait profité de sa ligne directe avec le cabinet Francken pour vendre des visas humanitaires) l'existence de ces voies détournées. Dois-je trouver qu'il est normal que nous soyons stricts en matière de regroupement familial et de reconnaissance du statut de réfugié, mais que par ailleurs 1.500 personnes arrivent dans notre pays par ces voies?»